



**GT2. Impact de la crise économique mondiale sur les Amériques**  
**30 Août - 1 Septembre, 2012. Ville de Panama, Panama**

## **Les conséquences politiques et sociales de la crise financière internationale en Amérique latine**

**Laura Gomez-Mera**

*L'effondrement du marché hypothécaire aux États-Unis en 2007 a été le déclencheur de la dernière crise financière internationale qui s'est répandue, atteignant d'abord les marchés de l'investissement et ensuite l'économie réelle. L'instabilité des marchés financiers a entraîné une forte baisse des niveaux de consommation et d'investissement, et des attentes concernant la croissance. Bien que les économies industrielles développées d'Amérique du Nord et d'Europe aient été l'épicentre de la crise, les pays latino-américains ont commencé à ressentir ses effets en 2009. La crise économique et financière internationale a frappé l'Amérique latine et les Caraïbes à travers trois mécanismes principaux : la baisse des prix des matières premières (avec une incidence sur les revenus provenant des exportations), l'accès irrégulier aux marchés du crédit et l'interruption des entrées de capitaux étrangers.*

*Toutefois, la forme et la portée des effets de ces mécanismes n'ont pas été les mêmes d'un pays à l'autre. L'impact sur le Mexique et sur l'Amérique centrale et les Caraïbes a été plus fort en raison de leurs liens économiques étroits avec les États-Unis, qui comprennent non seulement l'échange de biens et de services, mais également d'importants flux migratoires et les envois de fonds. En outre, les économies d'Amérique centrale et des Caraïbes ont également été gravement affectées par la forte baisse du tourisme. D'autre part, la baisse des prix des matières premières et la réduction des possibilités d'exportation, qui ont abouti à des niveaux plus élevés de chômage et à la baisse du taux de croissance, ont été les deux facteurs qui ont le plus affecté les pays d'Amérique du Sud. Après plusieurs années d'expansion, en 2009 un grand nombre d'entre eux, parmi lesquels se trouvent le Mexique et le Brésil, affichaient une croissance négative. Cependant, contrairement à ce qui était arrivé après d'autres épisodes de crises internationales, les pays d'Amérique latine se sont rapidement récupérés de la récente crise mondiale. Les taux moyens de croissance, qui étaient tombés à -1,7% en 2009, ont atteint 5,7% en 2010.*

*On a beaucoup écrit sur les causes de la crise financière internationale et sur ses conséquences pour les économies émergentes et pour les pays en développement. Toutefois, les implications politiques et sociales de ces chocs économiques ont reçu moins d'attention. L'intention de cet article est d'aider à clarifier cette question en focalisant l'intérêt sur les économies d'Amérique latine. En général, une crise économique de cette ampleur provoque un niveau élevé d'incertitude, l'affaiblissement de la confiance des consommateurs et des investisseurs et l'augmentation des demandes sociales à l'État. Les pressions croissantes sur les acteurs politiques dans un contexte de ressources limitées peuvent affaiblir la légitimité des institutions des systèmes démocratiques. Quelle a été la réponse des gouvernements latino-américains face aux dimensions sociales et politiques de la crise économique mondiale ? Dans quelle mesure et de quelle manière la stabilité de la gouvernance démocratique dans la région a-t-elle été affectée par la crise ?*

### **Effets politiques et socio-économiques de la crise financière internationale**

Les effets macroéconomiques des chocs financiers extérieurs sont généralement accompagnés par d'importants problèmes socio-économiques. La contraction de l'économie provoquée par des

phénomènes tels que la chute de l'exportation se traduit par une baisse du niveau de l'emploi et par des augmentations temporaires de la pauvreté mesurée en fonction des revenus. Le taux de chômage et la baisse de la croissance dans le secteur orienté vers l'exportation peuvent aussi modifier la répartition des revenus, ce qui approfondit le grave problème des inégalités dans les économies latino-américaines.

La détérioration des variables socioéconomiques provoque en général des conséquences politiques, ce qui augmente les tensions sociales et approfondit les divisions politiques et de classes. En dépit de la baisse des recettes fiscales, les gouvernements doivent faire face à des pressions sociales croissantes et à l'obligation d'offrir une compensation aux groupes les plus touchés par la crise. Cette situation est particulièrement problématique dans les pays ayant un État faible et limité en termes de ressources techniques et financières. L'incapacité des gouvernements à répondre aux revendications des citoyens peut miner le soutien aux institutions démocratiques. Dans le même temps, la disponibilité limitée de ressources peut se traduire par une augmentation de la concurrence et des tensions entre les différents groupes sociaux, ce qui approfondit la division entre capital et travail et / ou entre les secteurs urbains et ruraux. Enfin, les effets de la crise peuvent créer des conflits entre les différents niveaux de gouvernement, étant donné que les autorités nationales, régionales et locales doivent se battre pour des ressources financières limitées.

En outre, la crise peut avoir des conséquences politiques sur la scène internationale. Si les gouvernements des pays en développement n'arrivent pas à faire face aux effets de la crise économique avec leurs propres ressources, ils peuvent être contraints de recourir aux institutions financières internationales et à d'autres gouvernements donateurs pour solliciter une aide extérieure. Dans le cas de nombreux gouvernements latino-américains, cette situation serait considérée comme un recul significatif, notamment à cause de l'accent mis sur l'autonomie nationale et sur le rejet des principes économiques "néolibéraux".

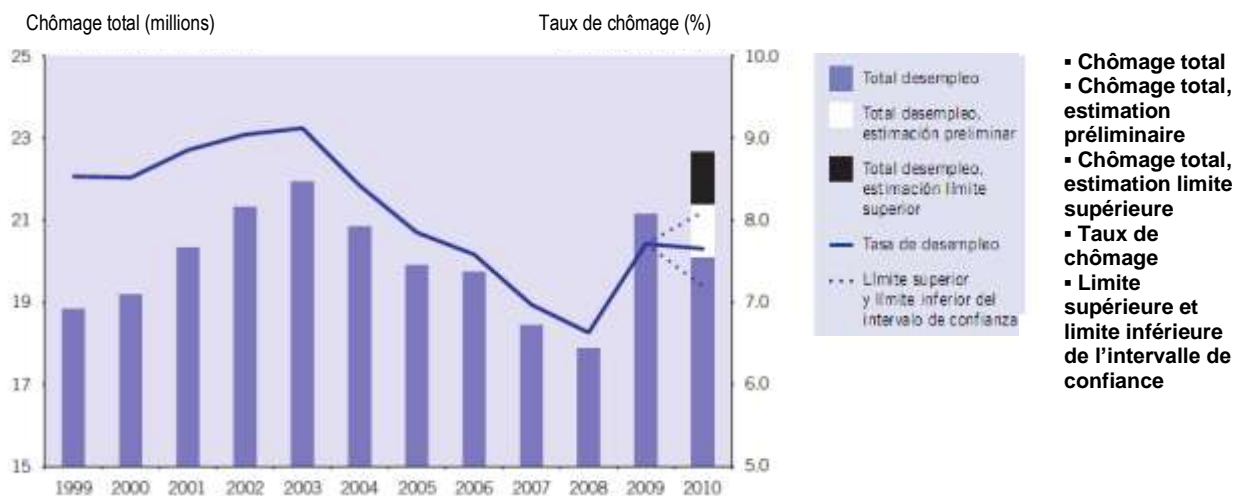
Choc externe	Effets macroéconomiques	Effets socioéconomiques	Possibles conséquences politiques
Chute du prix des matières premières	Réduction des importations	Augmentation des taux de chômage	Augmentation des tensions sociales
Réduction du flux d'envois de fonds	Baisse du revenu de capitaux	Réduction des niveaux de revenu disponible	Demande croissante de compensation sociale
Accès limité aux marchés de capitaux étrangers et instabilité de ces marchés	Baisse des recettes fiscales Dégradation du compte courant Baisse de la consommation et des investissements Taux d'intérêt en hausse Instabilité des taux de change	Plus de pauvreté et d'inégalité Plus de délits et d'insécurité	Politisation croissante du système fiscal Approfondissement de la division entre les classes (capital/travail ou rural/urbain) Augmentation de l'intervention de l'Etat Instabilité politique et changements électoraux Baisse du soutien aux institutions démocratiques

**Tableau 1:** Effets macroéconomiques, socioéconomiques et politiques des chocs externes  
Source : Travail de l'auteur, à partir de données de l'OEA (2009)

#### a) Les taux de chômage

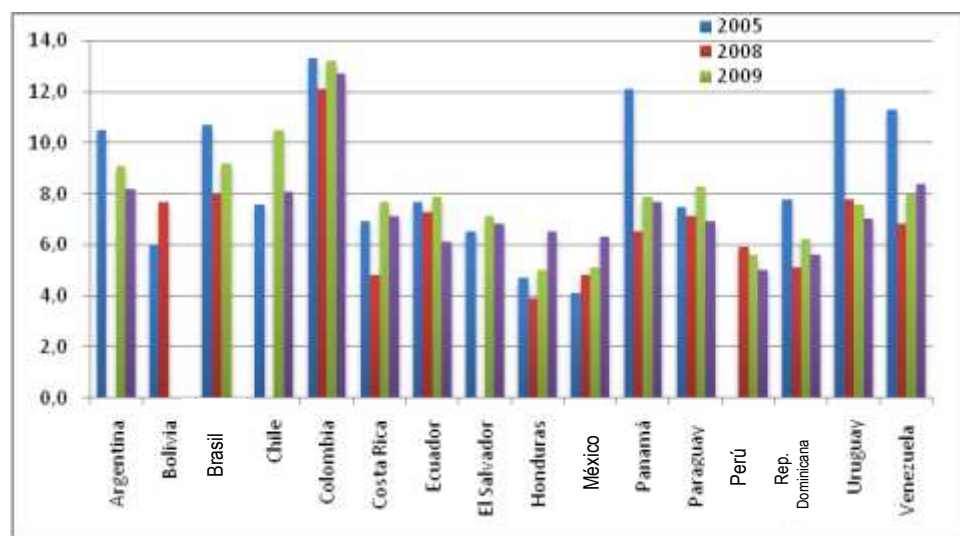
Le marché du travail est un des principaux mécanismes de transmission entre la contraction de l'économie, les revenus familiaux et les niveaux de pauvreté. La baisse de la demande de main d'œuvre donne lieu à une augmentation du chômage, à la baisse des salaires réels et à la détérioration des conditions de travail. La dernière crise financière a eu un effet négatif, bien que relativement modéré, sur

l'évolution des marchés du travail en Amérique latine. En fait, elle a inversé (quoique temporairement) les progrès considérables des années précédentes. Entre 2004 et 2008, le taux de chômage dans la région avait baissé de 11% à 7,4% (OIT, 2011). Dans la première moitié de l'année 2009, cet indicateur a augmenté de plus de 1%. Toutefois, les niveaux d'activité économique et d'emploi ont affiché une rapide reprise en 2010. Le revenu par habitant a augmenté de 4,8%, tandis que le taux de chômage est tombé à environ 7,7% en 2010.



**Figure 1:** Chômage total et taux de chômage, 1999-2010  
Source: OIT, Tendances mondiales de l'emploi (2011)

Néanmoins, des différences significatives existent entre les pays et entre les différents types de travailleurs. Les travailleurs salariés du Chili et du Brésil et tous les types de travailleurs du Mexique semblent être les plus touchés par la crise (Freije et Murrugarra, 2009). En effet, le taux de chômage total a augmenté de moins de deux points percentuels dans les quatre autres économies principales d'Amérique latine, notamment l'Argentine, le Brésil, la Colombie et le Pérou (Ferreira et Schady, 2009). Les données indiquent que la baisse des salaires réels dans le secteur manufacturier a également été modérée durant la période 2008-9.



**Figure 2:** Taux de chômage, 2005-2010  
Source: Préparé par l'auteure à partir de données de la CEPALC (2011)

### b) Réduction de la pauvreté

La région latino-américaine a fait des progrès significatifs en termes de réduction de la pauvreté dans les années précédant la crise. Entre 2002 et 2007, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a baissé de près de dix points pourcentuels. Dans ce contexte, la crise a eu un effet modéré, puisqu'elle n'a causé qu'une diminution du taux de réduction de la pauvreté (voir tableau 2). Le pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté n'a que légèrement baissé, passant de 33,2% en 2008 à 33% en 2009. Cette tendance s'est maintenue en 2010 : le niveau de pauvreté est tombé à 31,4% et le taux d'extrême pauvreté a diminué de près d'un point pourcentuel par rapport à l'année 2009 (CEPALC, 2011).

Année	Niveau de pauvreté (%)
1980	40,5
1986	43,3
1990	48,4
1994	45,8
1997	43,5
1999	43,8
2002	43,9
2005	39,7
2006	36,2
2007	34,0
2008	33,2
2009	33,0
2010	31,4

**Tableau 2:** Niveaux de pauvreté en Amérique latine, 1980-2010\*

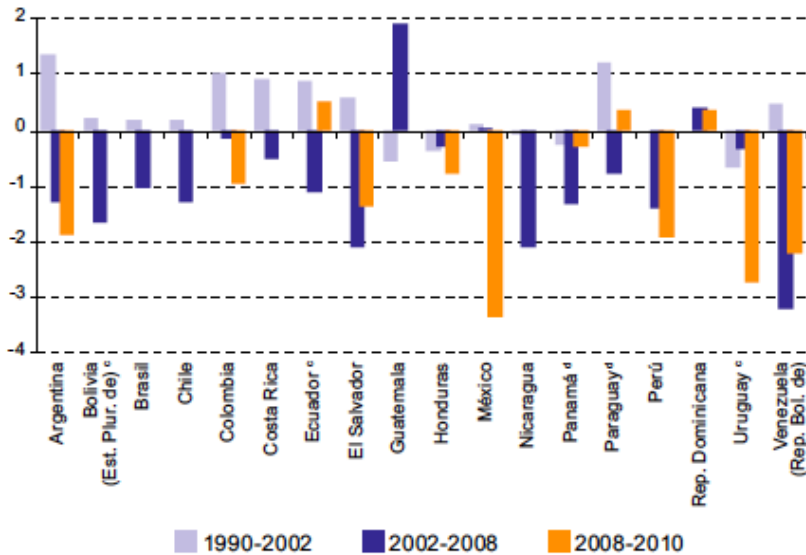
Source: CEPALC (2011)

\*Pourcentage de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté national. Moyenne de dix-huit pays de la région plus Haïti.

Les données disponibles indiquent qu'il existe des différences importantes entre les pays. Cinq des douze pays énumérés dans le tableau 2 (le Pérou, l'Equateur, l'Argentine, l'Uruguay et la Colombie) affichent des réductions importantes (entre -1,4 et -3,5) des taux de pauvreté en 2010. Seul le Honduras et le Mexique enregistrent des augmentations significatives des niveaux de pauvreté, de 1,7 et de 1,5 points pourcentuels, respectivement (CEPALC, 2011).

### c) Inégalité

Certains effets des crises économiques peuvent approfondir les inégalités. Tout d'abord, les travailleurs les moins qualifiés et ceux qui travaillent de manière indépendante ont tendance à être plus vulnérables aux changements du cycle économique. Beaucoup d'entre eux travaillent dans le secteur de la construction, qui a été particulièrement touché par la crise. En deuxième lieu, la hausse des prix des produits alimentaires a également exercé un impact sur la distribution qui a touché principalement les pauvres. Cependant, la crise financière internationale n'a pas changé de manière significative la tendance positive observée dans la dernière décennie. Jusqu'en 2008, le coefficient de Gini diminuait à un rythme de 1% par an dans plus de dix pays d'Amérique latine. En outre, les données correspondant à l'année 2010 montrent qu'il n'y a pas eu d'augmentation substantielle de l'inégalité dans aucun des onze pays pour lesquels des données sont disponibles. En effet, dans trois d'entre eux (le Mexique, le Venezuela et l'Uruguay), le coefficient de Gini a diminué de 2%, tandis que dans deux autres (le Salvador et le Pérou) ce paramètre a baissé de 1% (CEPALC, 2011).



**Figure 3 :** Evolution du coefficient de Gini en Amérique latine  
Source: CEPALC (2011)

Certains analystes soutiennent que la crise peut aussi avoir des effets adverses en termes d'inégalité de genre. De fait, les crises économiques ont tendance à avoir un impact majeur sur les groupes sociaux les plus fragiles de la société, notamment les femmes, les enfants et les minorités qui, historiquement, ont toujours été particulièrement vulnérables en Amérique latine. En général, les conditions du marché du travail sont plus précaires et moins stables pour les femmes que pour leurs homologues masculins, ce qui les rend encore plus vulnérables à une baisse de la demande et des salaires dans un scénario de crise.

### Politiques fiscales et sociales pour répondre à la crise

Dans l'ensemble, nous pouvons conclure que les effets socio-économiques de la crise ont été modérés pour la plupart des pays d'Amérique latine. Dans quelle mesure peut-on dire que cela est une conséquence des différentes façons de répondre à la crise de la part des gouvernements ? Bien qu'il soit difficile d'établir un lien de causalité direct, plusieurs pays de la région ont mis en œuvre une série de mesures fiscales et sociales d'urgence pour contrer les effets adverses de la crise économique. Tout d'abord, les principales économies d'Amérique latine ont introduit des mesures de stimulation fiscale basées sur une augmentation des dépenses publiques pour soutenir la demande additionnelle. En outre, plusieurs gouvernements ont appliqué des mesures sociales d'urgence pour protéger les revenus des plus pauvres, y compris le soutien direct à la demande de travail, les subventions et l'assurance-chômage. Certains gouvernements ont aussi lancé des travaux d'infrastructure publique afin de compenser, au moins en partie, le ralentissement subi par le secteur de la construction. Par exemple, avant la crise, le Brésil a mis en place le Plan d'accélération de la croissance (PAC) qui a représenté 2,6% du PIB.

Il existe des différences importantes dans la conception, la portée et le coût des programmes mis en œuvre par chaque pays. Certains gouvernements ont décidé d'élargir les programmes de lutte contre la pauvreté existants, comme par exemple *Bolsa Familia* au Brésil et *Familias en acción* en Colombie. D'autres pays, comme le Chili, ont amélioré et élargi la couverture des plans d'assurance-chômage mis en œuvre en réponse aux crises précédentes. L'Uruguay a également appliqué une série de réformes similaires. En février 2009, le gouvernement a flexibilisé les exigences imposées à tous les travailleurs pour pouvoir solliciter ces bénéfices et a augmenté le montant des subventions minimales et maximales. Les gouvernements de ces deux pays ont également réformé les régimes de retraite et de pension.

Pays	Mesures de stimulation fiscale totale	Mesures sociales
Argentine	4,4 milliard USD 1,27% du PIB	1) Subvention de 10 % du coût du travail (12 mois), avec 12 mois de prorogation 2) Stimulation (par le biais d'incitatifs) pour la formalisation des travailleurs 3) Plan pour la création de 100.000 postes de travail
Bolivie	n/d	1) Salaire minimum 2) Formation et entraînement de travailleurs au chômage 3) Allocation chômage
Brésil	8,67 milliards USD 0,5 % du PIB	1) Augmentation du montant à octroyer à <i>Bolsa Família</i> 2) Assignation du programme social <i>Bolsa Família</i> à 1,3 millions de familles en plus 3) Assignation de l'allocation chômage aux travailleurs licenciés depuis décembre 2008
Chili	4 milliards USD 2,2 % du PIB	1) Subvention à l'emploi pour les jeunes ayant de bas salaires et transfert additionnel de fonds en liquide pour les foyers à faibles revenus. 2) Assignation du <i>Fondo de Cesantía Solidario</i> (Fonds de pension solidaire) à tous les travailleurs sans emploi.
Colombie	n/d	1) Augmentation de l'investissement du gouvernement en travaux publics 2) Augmentation de 1,5 million dans le nombre de familles bénéficiaires du programme <i>Familias en Acción</i> (Familles en action) 3) Croissance de 42% des programmes sociaux
Mexique	13,3 milliards USD 1,49% du PIB	1) Amplification de 40 % du programme d'emploi temporaire au niveau fédéral par rapport à ce qui était prévu jusqu'à atteindre 160 millions de dollars en 2009. 2) Programme de protection de l'emploi. 140 millions de dollars ont été assignés pour protéger les sources de travail dans les entreprises les plus vulnérables. 3) Aide aux chômeurs du secteur urbain (110 USD par mois) pendant une période de quatre à six mois à travers le Programme d'emploi temporaire urbain.
Pérou	4 milliards USD , 3,2 % du PIB	1) Programme spécial de reconversion professionnelle, aide à la réinsertion des travailleurs qui perdent leur emploi. 2) Réinvestissement de ressources supplémentaires pour la maintenance et l'équipement d'institutions éducatives et sanitaires, augmentation des budgets de programmes sociaux.

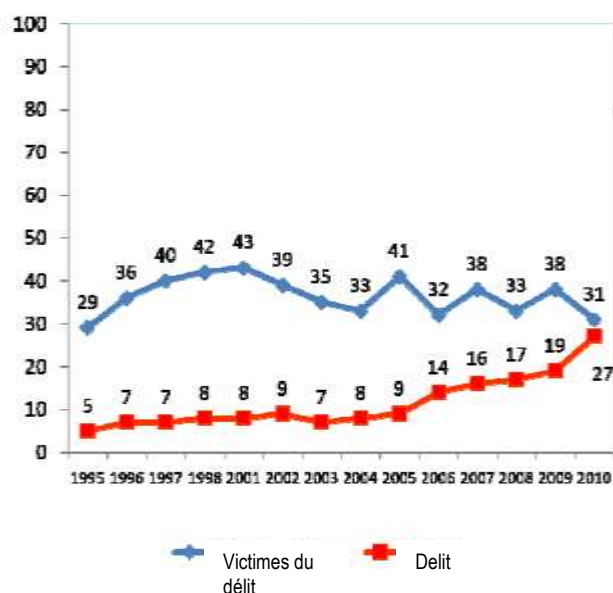
**Tableau 3:** Mesures fiscales et sociales  
Source: Ferreira et Schady (2009)

## Implications politiques

Au cours des deux dernières décennies, et dans le contexte de graves crises économiques, plusieurs présidents latino-américains qui avaient été élus démocratiquement se sont avérés incapables de compléter leurs mandats. En effet, sept des quinze présidents qui ont abandonné leurs fonctions avant la fin de leur mandat entre 1985 et 2004 l'ont fait après avoir fait face à des conditions économiques défavorables, telles qu'une forte inflation (et, dans certains cas, hyperinflation), des déficits budgétaires, la dévaluation de la monnaie et des turbulences dans le système bancaire. Au cours des cinq dernières années, la situation économique relativement stable de nombreux pays de la région a contribué à augmenter la stabilité politique et à soutenir la démocratie.

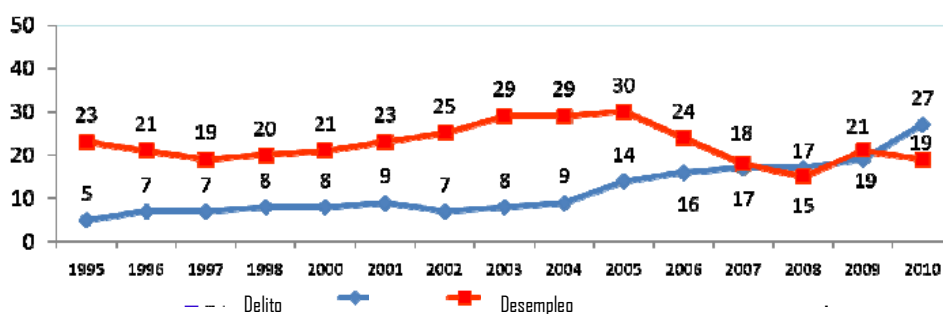
Néanmoins, la récente crise financière et ses effets socioéconomiques représentent de nouveaux défis pour les acteurs politiques latino-américains. La crise a exacerbé les tendances préexistantes, telles que l'augmentation du niveau d'insécurité et des délits violents, la polarisation politique et la perte de confiance dans les institutions politiques. Selon les données recueillies par le sondage Projet sur l'opinion publique en Amérique latine (LAPOP), le « taux de victimisation » (qui mesure l'exposition des citoyens latino-américains à la criminalité violente) a augmenté de 33% en 2008 à 38% en 2009 (Latinobarómetro, 2010). Cependant, ce taux est tombé à 31% en 2010. Les résultats de ce sondage indiquent aussi que la perception de la gravité de la criminalité est également en hausse. Le pourcentage de répondants qui

estimaient que la criminalité est le problème le plus grave de leurs pays est passé de 17% en 2008 à 19% en 2009 et a atteint 27% en 2010.



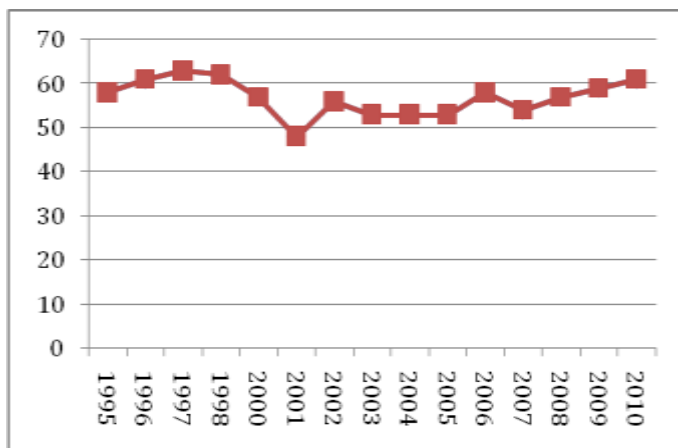
**Figure 4:** Taux de victimisation et perception du délit comme un problème. Source: Lagos (2010). Le «délit» se réfère au pourcentage de répondants qui ont répondu «le délit» à la question : «À votre avis, qu'est-ce que vous considérez être le problème le plus important dans le pays», «victime du délit» détermine le pourcentage de répondants dont les réponses était «oui» à la question: «Avez-vous été vous-même ou un parent proche agressé, attaqué, ou victime d'un délit au cours des douze derniers mois?»

En outre, les sondages ont révélé un phénomène intéressant : depuis 2008, une proportion croissante de citoyens latino-américains estime que les délits violents représentent un problème plus grave que le chômage. Cet écart s'est considérablement creusé en 2010, puisque 27% des répondants déclarent que le délit était le problème le plus grave de leurs pays et seulement 19% ont indiqué que le chômage était leur principale préoccupation.



**Figure 5:** Perceptions des principaux problèmes des pays latino-américains. Source : Lagos (2010).

La crise ne semble pas exercer un effet significatif sur le taux général de soutien à la démocratie, qui de fait a augmenté de 57% en 2008 à 59% en 2009 et à 61% en 2010. Toutefois, les données prises séparément suggèrent l'existence de quelques différences entre les pays. A titre d'exemple, le niveau de soutien à la démocratie a diminué entre 2008 et 2009 en Equateur, en Colombie et au Paraguay. En 2010, certains pays d'Amérique centrale comme le Salvador, le Honduras, le Costa Rica et la République dominicaine ont affiché de légères diminutions du niveau de satisfaction concernant la démocratie.



**Figure 6:** Soutien à la démocratie

Source: Préparé par l'auteure à partir des données Latinobarómetro (2010). Pourcentage des répondants qui ont dit qu'ils étaient « fortement d'accord » ou « d'accord » avec l'énoncé suivant : « Êtes-vous fortement d'accord, d'accord, en désaccord ou fortement en désaccord avec les énoncés suivants? La démocratie peut avoir des problèmes mais c'est le meilleur système de gouvernement »

Comme nous le mentionnons ci-dessus, l'incertitude générée par une crise économique conduit généralement à une demande croissante de protection sociale. Le manque de réponse à cette demande peut être la cause d'un mécontentement croissant et de tensions politiques. En raison de contraintes budgétaires qui affectent la plupart (voire la totalité) des pays de la région, la compensation sociale est un défi majeur. Cependant, contrairement à ce qu'on pourrait penser, les données du sondage de LAPOP indiquent que le soutien aux gouvernements latino-américains n'a pas diminué au cours de la crise financière de 2008-2009. De fait, les taux généraux de soutien aux différents gouvernements ont augmenté de 52% en 2008 à 60% en 2009 et ont légèrement diminué en 2010 (56%).

A nouveau, il existe également des différences entre les pays, avec une variation des taux de soutien qui va de 30% au Pérou à 85% au Brésil (en 2010). En effet, le Pérou a connu des niveaux élevés de mécontentement social en 2011, lorsque des groupes autochtones du sud-est du pays se sont mobilisés pour s'opposer aux activités minières dans la région et lorsque trois mille membres de la communauté indigène Aymara ont bloqué pendant plus de trois semaines la route qui rejoint la ville de Puno à la Bolivie. Le Honduras a également connu récemment des troubles politiques. En juin 2009, le président Manuel Zelaya a été démis de ses fonctions et remplacé par Roberto Micheletti, procédure que la plupart des Etats et des organisations internationales ont considérée comme un coup d'Etat. Bien qu'il soit difficile d'établir un lien de causalité direct, on peut supposer que les problèmes économiques causés par la crise extérieure pourraient avoir contribué à ces exemples de troubles politiques.

Cela nous amène au dernier point, qui fait référence à l'impact des crises économiques sur la survie des gouvernements. Pendant longtemps les spécialistes en sciences politiques ont souligné l'importance de la performance économique pour expliquer le soutien électoral et, en particulier, les chances des dirigeants et de leurs partis d'être élus. Il est probable que la récession économique proche de la période des élections conduise au remplacement du parti au pouvoir, ce qui évidemment diminue les chances de réélection de celui qui détient le pouvoir. En effet, en Europe la crise semble avoir été la cause de changements majeurs au niveau politique : les partis de droite se sont considérablement consolidés et ont remporté les élections dans plusieurs pays, dont l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Belgique et la Suisse. D'autre part, l'insatisfaction due à la situation économique en France a abouti à la victoire du candidat de l'opposition, le socialiste François Hollande, lors des élections de 2012.

En Amérique latine il y a eu des élections dans quinze pays depuis 2009. Dans plus de la moitié (huit) de ces pays le parti gouvernant est resté au pouvoir, tandis que dans les sept pays restants le pouvoir a changé de mains. Tandis que dans certains pays, tel que le Pérou, un glissement vers la gauche s'est produit, dans d'autres (par exemple le Chili et le Mexique) se sont les partis conservateurs qui ont gagné. Donc, les preuves ne sont pas trop concluantes et n'indiquent apparemment pas une tendance claire associant la crise financière internationale aux résultats des élections en Amérique latine.



Pays	Date des élections	Président élu	Changement de parti
Argentine	Octobre 2011	Cristina Fernández de Kirchner	Non
Bolivie	Décembre 2010	Evo Morales	Non
Brésil	Octobre 2010	Dilma Rousseff	Non
Chili	Décembre 2009	Sebastián Piñera	Oui
Colombie	Mai 2010	Juan Manuel Santos	Non
Costa Rica	Février 2010	Laura Chinchilla Miranda	Non
Equateur	Avril 2009	Rafael Correa	Non
El Salvador	Mars 2009	Mauricio Funes	Oui
Guatemala	Septembre 2011	Otto Perez Molina	Oui
Honduras	Janvier 2010	Porfirio Lobo Sosa	Oui
Mexique	Juin 2012	Enrique Peña Nieto	Oui
Panamá	Mai 2009	Ricardo Martinelli	Oui
Pérou	Avril 2011	Ollanta Humala	Oui
République Dominicaine	Mai 2012	Danilo Medina	Non
Uruguay	Octobre 2009	José Mujica	Non

**Tableau 4:** Elections présidentielles en Amérique latine, 2009-2012

## Bibliographie

Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), 2011. Panorama Social de America Latina. Santiago, Chile: UN-ECLAC.

Freije-Rodriguez, S. and E. Murrugarra, 2009. "Labor Markets and the Crisis in Latin America and the Caribbean," LCR Crisis Briefs, World Bank.

Ferreira, F. and N. Schady, 2009. "Social Consequences of the Global Financial Crisis in Latin America: Some Preliminary and Surprisingly Optimistic Conjectures." LCR Crisis Brief, World Bank.

International Labor Organization (ILO), 2011. Global Unemployment Trends: The challenge of a jobs recovery. Geneva: ILO.

Lagos, M., 2010. "Latinobarometro: 15 Years of Research on Latin America." Presentation delivered at the Interamerican Dialogue, December 7.

Latinobarometro, 2010. Data Bank. <http://www.latinobarometro.org/latino/LATDatos.jsp>.

Organization of American States (OAS), 2009. "La Crisis Económica Global: Efectos y Estrategias Políticas." OAS, Secretariat of Political Affairs.